

Extrait du Registre des Délibérations
Comité Syndical
Séance du lundi 2 juin 2025

Date de la convocation : mardi 20 mai 2025

Étaient Présents :

Membres titulaires :

Nicolas PATRIARCHE, Jean-Claude BOURIAT, Michel CAPERAN, Jean-Yves COURREGES, ARDOY Monique, BALEIX Jean-Michel, BARTOLOMEO Patrice, BILE Michel, BONNEMASON-CARRERE Christelle, CLABE Frédéric, DAMIAN-PICOLLET François, DANAN Gilbert, DENAX Jean-Marc, DUVIGNAU Philippe, GOMMY Frédéric, JOHNSON-LE-LOHER Clarisse, LACOSTE Yves, LEROUX-MENESTREY Jacques, MARQUE Bernard, NAHON André, REVEL Valérie, RODRIGUEZ Karine,

Membres suppléants :

PEES Francis suppléé par ROUSSELET Patrick, TESSON Gilles suppléé par FAURE Philippe, BERNOS Michel suppléé par HAMELIN Pierre, CALDERONI Jean-Louis suppléé par ARBERET Jean-Marc, DUDRET Victor suppléé par JOUANINE Marie-Hélène,

Étaient représentés :

BAYROU François donne pouvoir à Nicolas PATRIARCHE, PERES Jean-Louis donne pouvoir à Michel CAPERAN

Étaient excusés :

AMARA Mohamed, BAREILLE Muriel, BERTONAZZI Kenny, BOUCHANNAFA Naija, CASTET Eric, CHENEVIÈRE Thibaud, DAVAN Frédéric, DUMAS Stéphanie, ISAAC-LAVIGNE Gwendoline, JACOTTIN Arnaud, LALANNE Jean-Yves, LAURAND Régis, LOCATELLI Jacques, LIPSOS-SALLENAVE Véronique, MARTEEL Françoise, MESTELAN Marie-Laure, NE Marie-Claire, ROY Pauline, SEGOT Joël, WOLFS Patricia,

Étaient absents :

BUSSY Marion

Secrétaire de séance : Clarisse JOHNSON- LE LOHER

3 – Délégation de compétences au Président

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégations de compétences du Comité Syndical sont possibles dans tous les domaines, à l'exception de ceux énumérés par l'article L 5211-10 dudit code, à savoir :

- le vote du budget, l'institution et la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances ;
- l'approbation du compte administratif ;
- les dispositions à caractère budgétaire prises par un EPCI à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 ;
- les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- la délégation de la gestion d'un service public ;
- les dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Plusieurs délégations ont déjà été fixées par délibération en date du 22 juillet 2020, notamment en matière de passation des emprunts, de demandes de subvention et de dépôt des déclarations et autorisations d'urbanisme.

À la suite des études préalables de validation du projet Chronobus-Route de Bayonne, dont l'enquête de concertation prévue au Code de l'Urbanisme, ce projet entre désormais dans la phase des autorisations administratives avant travaux, faisant apparaître un besoin supplémentaire en matière de fonctionnement courant.

Dans la perspective d'une Maîtrise d'ouvrage déléguée au Syndicat Mixte par la CAPBP et la Ville de Billère pour la réalisation de cet aménagement, et compte tenu des différentes contraintes et étapes administratives liées à un tel projet (déclaration d'utilité publique, négociations et opérations foncières, diverses conventions, etc.), il semble nécessaire afin de conserver la maîtrise du planning des opérations d'autoriser Monsieur le Président à agir pour le compte du Syndicat dans un certain nombre de domaines, comme le permet l'article L.5711-1 du CGCT.

Comme prévu par la réglementation, chaque décision et acte pris par Monsieur le Président fera l'objet d'un compte-rendu lors du Comité syndical suivant.

Aussi, afin de faciliter le fonctionnement courant du Syndicat Mixte dans le cadre de la réalisation de l'opération Chronobus-Route de Bayonne, il est proposé de déléguer au Président pour toute la durée du mandat les compétences suivantes :

- **Signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre le Syndicat Mixte, la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées et la Ville de Billère pour la**

réalisation du programme Chronobus-Route de Bayonne, ainsi que les éventuels avenants, et créer les opérations pour compte de tiers nécessaires ;

- **Autoriser le lancement des procédures de Déclaration d'intérêt général et de Déclaration d'utilité publique, lever les éventuelles remarques ou réserves émises par le Commissaire enquêteur, et signer tout acte administratif ou réglementaire afférant à ces procédures ;**
- **Exercer au nom du Syndicat Mixte le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique ;**
- **Déposer les demandes de permis de construire, d'aménager, de démolir et les déclarations préalables régies par les dispositions du Code de l'urbanisme ;**
- **Passer les conventions pour tout type de servitude notamment dans le cadre de travaux ou d'aménagement des réseaux avec les concessionnaires, gestionnaires, propriétaires privés, collectivités locales ;**
- **Passer les conventions d'occupation temporaire du domaine public selon les conditions et modalités régies par le Code général de la propriété des personnes publiques, ainsi que leurs avenants ;**
- **Signer tout acte administratif ou réglementaire relevant du Code de l'Environnement nécessaire à la mise en œuvre du projet Chronobus-Route de Bayonne ;**
- **Présenter, dans le cadre du projet Chronobus-Route de Bayonne, les demandes de subventions ou de participations au nom de l'ensemble des co-maîtres d'ouvrage ;**
- **Prendre toute décision concernant l'acquisition ou la vente de parcelles ou biens immobiliers dans le cadre du projet Chronobus-Route de Bayonne, et signer les actes afférents à ces décisions ;**
- **Arrêter et modifier l'affectation des propriétés du Syndicat Mixte et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés ;**
- **Prononcer les avis concernant l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme (PLUI, RLPI,...).**

Le Comité syndical sera tenu informé de l'ensemble des décisions prises par le Président dans le cadre de cette délégation lors de chacune de ses réunions.

En cas d'empêchement du Président, sa délégation reviendra au Bureau.

Ces délégations s'ajoutent aux compétences préalablement déléguées au Président par délibération en date du 22 juillet 2020. Une synthèse de l'ensemble des délégations est jointe à la présente délibération.

Après avis de la Commission Mixte du 19 mai 2025 et du Bureau du 19 mai 2025, il appartient au Comité Syndical de bien vouloir :

1 – Approuver la délégation de compétences au Président dans les termes ci-dessus énoncés.

**Conclusions adoptées
A l'unanimité**

**Suivent les signatures,
Pour extrait conforme,**